

Changer la structure ne suffira pas : l'urgence est dans les classes

Quatre enquêtes ont été présentées ce matin dans le cadre de la réforme MAT-EO. À la demande de la SPV, une enquête externe dresse un état des lieux de la LEO. Cette dernière est à replacer dans un contexte de forte pression liée à l'école à visée inclusive. L'enjeu central pour la SPV demeure la réduction des inégalités, la pertinence de l'orientation scolaire et, surtout, l'amélioration des conditions de formation et de la transition vers le secondaire II ou la formation professionnelle, en particulier pour les élèves en difficulté.

Rappelons tout d'abord que c'est la Société pédagogique vaudoise (SPV) qui a demandé la réalisation d'une enquête-bilan sur la LEO par une institution externe. Si cette enquête fournit un grand nombre d'informations utiles, elle doit toutefois être replacée dans son contexte : les enseignant·es y ont répondu alors que l'école à visée inclusive exerce aujourd'hui une forte pression sur le système scolaire et sur les professionnel·les qui y travaillent.

Si des améliorations doivent être apportées, elles doivent avant tout se traduire par de meilleures conditions d'apprentissage en classe, notamment en matière d'accompagnement des élèves en difficulté ou à comportement difficile. Ce n'est pas en modifiant uniquement la structure que l'école deviendra meilleure et plus juste.

Il est pour le moins surprenant de constater qu'un point pourtant central a été passé sous silence : que pensent réellement les actrices et acteurs de l'école de la structure actuelle de l'école vaudoise ? Faut-il aller vers un modèle 10/11+4 ou 11+4 ? Le risque est que les résultats des enquêtes soient interprétés de manière sélective afin de légitimer un modèle choisi avant tout pour des motifs politiques.

En se focalisant de manière excessive sur les élèves qui obtiendront une maturité en quatre ans, on pourrait en oublier les autres. Or, pour la SPV, l'enjeu principal se situe précisément là. Que proposera-t-on aux élèves qui rencontrent des difficultés à la sortie de l'école obligatoire, avec ou sans certificat ? Quelle transition peut être proposée ? Cette thématique doit absolument être traitée en parallèle du dossier de la structure de l'école obligatoire. Après plusieurs demandes de la SPV, elle relève avec satisfaction que le département considère la transition comme « un axe de travail en soi ».

La question des inégalités constitue également un point central. À plusieurs reprises, la SPV a souligné l'importance de l'impact de l'orientation scolaire sous l'angle sociologique en matière d'égalité des chances notamment. Cette thématique interroge non pas l'opportunité des ECR en 8e année, mais bien l'orientation elle-même. Le report de cette dernière est une piste intéressante qui mérite d'être sérieusement examinée. Toutefois, cette réflexion ne peut faire l'économie d'un questionnement sur ce qui est proposé ensuite, et en particulier pour les élèves qui rencontrent le plus de difficultés.

Dès lors, la SPV attend du département de l'enseignement et de la formation professionnelle une prise en compte des résultats des enquêtes, mais également de l'impact du modèle choisi afin de continuer les réflexions pour proposer un avant projet de loi ambitieux. Sans répondre aux points critiques relevés par les enquêtes, les modifications ne seront que de la cosmétique et n'apporteront rien aux élèves qui en ont le plus besoin.

Pour le Comité cantonal SPV, Gregory Durand, président